

EUROPE

Allemagne fédérale

Bonn s'efforce de normaliser ses rapports avec le monde arabe

L'amélioration des relations de Bonn avec Moscou ne doit pas se faire au détriment d'Israël, a déclaré le jeudi 3 juin, à Bonn, le chancelier Willy Brandt, au cours d'une réunion du comité directeur du S.P.D. La République fédérale respecte l'intérêt légitime de chaque pays, a-t-il souligné, avant d'affirmer que, dans cet esprit, Bonn désire améliorer ses relations avec les pays arabes.

D'autre part, M. Hans Jürgen Wischnewski, secrétaire général du parti social-démocrate (S.P.D.), est rentré à Bonn « extrêmement satisfait » des entretiens qu'il a eus, de samedi à mardi derniers, au Caire, avec le président Anouar El Sadate. — (A.F.P.)

De notre correspondant

Bonn. — Avec la visite du secrétaire général du parti social-démocrate au Caire, où il a été reçu par le président Sadate, la « politique méditerranéenne » de la République fédérale entre dans une phase plus active. Préparé avec beaucoup de discrétion — par un homme d'affaires allemand en Egypte, — le voyage de M. Hans Jürgen Wischnewski n'a été connu que dans la journée de mardi, lorsqu'il est revenu à Bonn. Cette démarche, apparemment entreprise avec l'accord du chancelier Brandt, a causé dans les milieux politiques ouest-allemands un peu de surprise et beaucoup d'intérêt.

C'est la première fois en effet, depuis la rupture des relations diplomatiques il y a six ans, qu'un politicien de la République fédérale est reçu par le président égyptien. M. Wischnewski est aussi le premier représentant d'un pays occidental accueilli au Caire depuis la signature du traité avec l'Union soviétique. Ce privilège s'explique d'ailleurs dans la mesure où le secrétaire général du S.P.D. a toujours été connu pour ses sympathies pro-arabes. Celles-ci lui ont même valu le sobriquet de « Ben Wisch ». Il y a quelques semaines le numéro 3 des sociaux-démocrates figurait également dans la délégation envoyée par son parti à Jérusalem. Encore semble-t-il bien qu'à cette occasion M. Wischnewski n'ait pas trop bien réussi à dissiper les « malentendus » que les Israéliens entretiendraient à son égard.

Depuis quelque temps déjà, les dirigeants de la coalition socialiste-libérale s'efforcent de « prendre un peu plus de distance » vis-à-vis d'Israël. Alors que dans les années d'après guerre les Allemands de l'Ouest éprouvaient encore un sérieux complexe de culpabilité à l'égard de la « patrie juive », rien n'était négligé pour établir avec Jérusalem des rapports aussi courtois que possible. Aujourd'hui, le moment paraît venu où, à Bonn, on n'éprouve plus au même degré le besoin de démontrer une bonne volonté particulière pour l'Etat israélien.

Le représentant du S.P.D. n'a pas seulement été reçu pendant près d'une heure par le président Sadate ; il s'est également entretenu au Caire, durant le week-end, avec le vice-président de la R.A.U. Hussein Al Chafei, le premier ministre Mahmoud Fawzi, et plusieurs autres ministres. Qu'il ait été accueilli ainsi par la plupart des dirigeants de la nouvelle équipe au pouvoir en Egypte paraît amplement démontrer l'intérêt que l'on attache au Caire à une reprise du dialogue avec Bonn. M. Wischnewski, qui s'est déclaré « extrêmement satisfait » de ses entretiens, aurait discuté notamment les avantages que présenterait pour la République fédérale une éventuelle réouverture du canal de Suez. Quant au rétablissement des rapports diplo-

matiques, il a certes indiqué, en rentrant à Bonn, qu'il ne fallait pas s'attendre à des résultats dans l'avenir immédiat. Il est néanmoins assez clair que ce sujet a dû occuper une très large place dans les conversations du Caire.

Les relations avec Alger

Pour la République fédérale, une reprise des contacts normaux avec l'Algérie est également à l'ordre du jour. Le problème a repris de l'actualité à la suite du voyage à Alger d'un autre politicien ouest-allemand, M. Jürgen Esternach, qui est le chef de file des jeunes chrétiens démocrates. A Bonn, le porte-parole du ministère des affaires étrangères s'est d'ailleurs empressé d'aller au-devant des déclarations faites par M. Esternach en faisant savoir qu'au cours de ses propres sondages le gouvernement aurait déjà établi les bonnes dispositions dont on fait apparemment preuve à Alger. Le représentant de l'opposition et le porte-parole officiel se trouvent donc d'accord aujourd'hui pour dire que les Algériens seraient prêts à renouer diplomatiquement avec Bonn « sans aucune condition préalable ».

A cette constatation, le politicien de la C.D.U. vient d'ajouter quelques explications significatives. Selon lui, Alger, tenant compte du refroidissement de ses rapports avec la France, s'efforcerait de faire comprendre aux dirigeants de la République fédérale qu'ils auraient eu tort, jusqu'ici, de trop considérer l'Algérie comme une « zone d'influence française ».

JEAN WETZ.